

— du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Veuves de guerre et allocation spéciale de vieillesse)* [8 mars 1955] (p. 1144, 1145); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Aménagement du Mont-Valérien)* [9 mars 1955] (p. 1247); Chap. 34-24 : *Service des restitutions de corps, cimetière de Cernay, Convention Mendès-France-Adenauer* (p. 1243, 1249, 1250); Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Fonctionnement de l'Office national et des offices départementaux, les pupilles)* [10 mars 1955] (p. 1281, 1282); Chap. 46-03 : *Son amendement indicatif (Remboursement des frais de voyage des veuves de déportés)* (p. 1287); *Son amendement indicatif (Remboursement des frais de voyage d'une mère ayant perdu son enfant à Tulle et habitant au Maroc)* (p. 1287); *le retire* (p. 1288); Chap. 46-22 : *Son amendement indicatif (Extension aux œuvres de pensionnés hors guerre du bénéfice des dispositions de l'article 136 bis du Code des pensions)* (p. 1300); Chap. 46-24 : *Son amendement indicatif (Prise en considération du grade d'homologation pour la liquidation des pensions de veuves de résistants)* [11 mars 1955] (p. 1327); *le retire* (ibid.); Chap. 46-51 : *Son amendement indicatif (Office national des anciens combattants)* (p. 1349, 1351); Art. 10 : *Son amendement tendant à exclure les pensions de veuves de guerre du montant des ressources des postulants à l'allocation spéciale* (p. 1354, 1355, 1357, 1358); *Son article additionnel (Attribution du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre décédés)* (p. 1370); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION GUERRE, Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Affectation des orphelins de guerre accomplissant leur service militaire)* [23 juillet 1955] (p. 4172, 4173); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 46-51 : *Dépenses sociales en faveur des veuves et des orphelins, constructions de logements pour les anciens combattants d'Afrique du Nord dans la conjoncture actuelle* [27 juillet 1955] (p. 4346);

Art. 7 : *Son amendement (Non-reconduction des crédits des anciens combattants et victimes de la guerre)* (p. 4381, 4382).

GAILLARD (M. Félix), Député de la Charente (R. R. S.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé : Président de la Commission de coordination de l'énergie atomique [18 mars 1955] (**F. n° 510**); membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) [29 juin 1954] (**F. n° 403**); de la Commission des territoires d'outre-mer [7 juillet 1953] (**F. n° 275**); membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), — Est nommé membre, par la Commission des finances : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [2 février 1955] (**F. n° 492**); et de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949 réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne », **n° 86**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi n° 49-420 du 25 mars 1949

revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, n° 163. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de mutations à titre gratuit, n° 467. — Le 20 juin 1956, un projet de loi de programme pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique (1952-1957), n° 3759. — Le 12 mai 1953, un projet de loi relatif à la nomination en qualité d'administrateurs civils de certains agents supérieurs du Ministère de l'Intérieur, n° 6138. — Le 21 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8895) portant ouverture de crédits pour le voyage du Président de la République aux Pays-Bas, n° 8919. — Le 11 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8067) portant ouverture de crédits nécessaires à une tournée de la Comédie-Française en Union soviétique, n° 9142. — Le 23 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9281) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955. (I. Services des Affaires étrangères), n° 9552. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (I. — Services des Affaires étrangères), n° 9811. — Le 26 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le personnel de la gendarmerie faisant usage d'un vélomoteur personnel dans l'exécution du service à percevoir de l'essence détaxée, n° 11316.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Diethelm tendant à siéger à partir du 14 août 1951 pendant trois semaines* [11 août 1951] (p. 6345). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils

en 1952; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Insuffisance de l'épuration du personnel communiste et étranger)* [22 novembre 1951] (p. 8370); SERVICE DE LA PRESSE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Secrétariat général permanent (Rôle de ce Secrétariat)* [22 novembre 1951] (p. 8374); *Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de contre-espionnage (Fusion des services de renseignements)* (p. 8375); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN Chap. 1000 : *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Statut du personnel)* (p. 8376); le retire (*ibid.*); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 9080 : *Amendement de M. Palewski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Attitude politique des ingénieurs)* [27 décembre 1951] (p. 9915); *Amendement de M. Silvanre tendant à réduire les crédits pour les recherches minières dans les T. O. M.* (p. 9916). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Su demande de repousser les propositions de la Conférence des Présidents* [12 février 1952] (p. 640). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale (Ses observations sur l'article premier de la loi de finances)* [27 juin 1952] (p. 3292, 3293); — du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie

atomique ; Art. 1^{er} : *Développement par étapes du Commissariat à l'énergie atomique, les réalisations en vue* [3 juillet 1952] (p. 3458 et suiv.) ; *Amendement de M. Tournaud tendant à interdire la fabrication d'armes de guerre atomiques* (p. 3461) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENTICE DU CONSEIL, Chap. 36-41 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'École nationale d'administration (Insuffisance du nombre des élèves)* [28 octobre 1952] (p. 4513, 4514) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Articles additionnels : *Amendement de M. Loustau-Lacau relatif à la réorganisation de la Loterie nationale (Scandale des dixièmes)* [12 décembre 1952] (p. 6292 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Autofinancement des charbonnages, recherches de pétroles)* [16 décembre 1952] (p. 6503 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. Lemaire tendant à ajourner le débat en raison de l'insuffisance des programmes relatifs aux transports, à la productivité agricole et à la construction de logements (Ses observations sur l'équipement hydro-électrique du Tyrol)* [17 décembre 1952] (p. 6530). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; INTÉRIEUR, Atr. 4 bis : *Amendement de M. Quinson tendant à supprimer l'article relatif à l'intégration de 40 fonctionnaires dans le corps des administrateurs* [3 février 1953] (p. 822, 823) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 14 : *Amendement de M. Viatte relatif aux amnistiés employés par le Centre national de la recherche scientifique* [10 mars 1953] (p. 1750). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exer-

cice 1954) ; PRÉSIDENTICE DU CONSEIL, (2^e délibération), Etat B, Chap. 6200 : *Sa demande de renvoi du chapitre relatif à l'équipement du Commissariat à l'énergie atomique (Réduction éragérée des crédits)* [26 novembre 1953] (p. 5545) ; FINANCES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) : *Sa demande de renvoi du débat* (p. 5596) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) ; Etat A, Titre III : *Amendement de M. R. Mayer tendant à réduire de 100.554.000 fr. les crédits pour les services (Suppression des emplois nouveaux précédents)* [27 novembre 1953] (p. 5643) ; PRÉSIDENTICE DU CONSEIL, Etat B, Chap. 6200 : *Equipement du Commissariat à l'énergie atomique* [10 décembre 1953] (p. 6443). — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée ; fixation de la date d'application d'une partie de la réforme)* [25 mars 1954] (p. 1289) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955 : *Ses explications de vote (Pouvoirs des directeurs des régies et des directeurs départementaux)* [18 novembre 1954] (p. 5184) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES) pour 1955, en qualité de *Rapporteur : Nombre des directeurs généraux de ministère, rémunération des agents en service à l'étranger* [6 décembre 1954] (p. 5852) ; Chap. 31-02 : *Administration centrale, Indemnités* (p. 5855) ; Chap. 31-11 : *Création d'un emploi de Ministre plénipotentiaire au Yemen, rémunération des agents à l'étranger, nomination de trois conseillers diplomatiques du Gouvernement* (p. 5856 et suiv.) ; Chap. 31-13 : *Rémunération des auxiliaires à l'étranger* (p. 5859) ; Chap. 34-11 : *Frais de voyage et de transport de mobilier* (p. 5860) ; Chap. 39-91 : *Subvention à l'office français de protection des réfugiés et des apatrides* (p. 5861) ; Chap. 42-22 : *Relations culturelles avec l'étranger* (p. 5862) ; Chap. 42-31 : *Amendement de M. F. Grenier (Laboratoire européen de recherches nucléaires, Création du laboratoire de physique nucléaire de Copenhague)* (p. 5864) ; Chap. 42-31 : *Participation de la France à des dépenses internationales (Réduction des dépenses d'administration de l'O.N.U.) ; Contribution de la France au regroupement des réfugiés arabes de Palestine* (p. 5865, 5868) ; *Assistance à la Libye* (p. 5865) ; Chap. 42-33 :

Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Assistance à la Libye) (p. 5868) ; — des projets de loi portant ratification des accords de Paris ; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés), Article unique : Ses explications de vote : Accord sur la Sarre (Pis-aller acceptable), péril allemand, politique et non militaire (Nostalgie unitaire des sociaux-démocrates et collusion possible germano-russe), parallèle sur ce point avec la C. E. D. (Lien bien plus efficace), arbitrage anglo-saxon instauré (Grande-Bretagne et S. A. C. - Eur.), « tristesse et résignation » après l'espoir européen ; déception avouée du Président du Conseil, attendant vainement le « clin d'œil de Moscou », invitation à choisir désormais fermement sa majorité — « la seule possible » — celle de la C. E. D. ; amélioration nécessaire de l'Agence des armements (Répartition des commandes et de l'aide extérieure) [29 décembre 1954] (p. 6935, 6936) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur spécial [28 janvier 1955] (p. 366). = S'excuse de son absence [7 juillet 1953] (p. 3265), [30 octobre 1953] (p. 4694), [7 juillet 1955] (p. 3671). = Obtient des congés [7 juillet 1953] (p. 3265), [30 octobre 1953] (p. 4694), [7 juillet 1955] (p. 3671).

GAILLEMIN (M. Georges), Député des Vosges (A.R.S.).

Son élection est validée [27 mai 1952] (p. 2441). = Est nommé : Secrétaire de la Commission des immunités parlementaires [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [28 octobre 1952] (**F. n° 173**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [28 octobre 1952] (**F. n° 173**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires

[27 mai 1952] (**F. n° 138**) ; membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) ; Secrétaire de cette Commission [22 juillet 1953] (**F. n° 281**).

Dépôts :

Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 55 du Code civil, **n° 3549**. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 49-844 du 29 juin 1949 abrogeant l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, **n° 5705**. — Le 18 mai 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5638) concernant M. Mignot, **n° 6191**. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à diminuer la majoration de 25 0/0 sur le tarif des cartes d'abonnement de travail délivrées par la S.N.C.F., **n° 6318**. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'article 3 de l'arrêté du 17 mars 1953 portant caractéristiques auxquelles doivent répondre les logements économiques et familiaux et majorant de 10 0/0 les prix de revient des immeubles collectifs de Seine et Seine-et-Oise aux régions présentant des motifs de majoration, **n° 6373**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les homologations des services de la Résistance, **n° 6565**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 : 1° en supprimant l'incompatibilité au sein d'un même Conseil municipal entre frères et sœurs et beaux-frères et belles sœurs ; 2° en l'établissant entre mari et femme, **n° 6571**. — Le 12 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret n° 48-852 instituant la médaille d'honneur du travail, **n° 8032**. — Le 7 avril 1954, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des permissions agricoles à certaines catégories de travailleurs des régions de petite culture et à autoriser pour eux l'appel sous les drapeaux au mois d'octobre, **n° 8299**. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 44 A (Livre 1er) du